SEANÇE PUBLIQUE

VILLE DE LIEGE
INSTRUCTION PUBLIQUE
AFFAIRES GENERALES
Réf. : JAN/is/ ROI Prom.Soc. r1

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Séance du 6 septembre 2010 n° 52

LE CONSEIL

OBJET : Enseignement de promotion sociale de régime 1
Règlement d’ordre intérieur

Vu sa délibération du 28 juin 2004 adoptant le règlement d’ordre intérieur des établissements d’enseignement de promotion sociale de régime 1;

Considérant qu’un projet de nouveau règlement d’ordre intérieur des établissements d’enseignement de promotion sociale de régime 1 a été élaboré;

Sur proposition du Collège communal (réf. 100826-VLA.1) et après examen par la Commission de l’Instruction publique,

ABROGE

sa délibération du 28 juin 2004,

ADOPTE

le texte du nouveau règlement d’ordre intérieur des établissements d’enseignement de promotion sociale de régime 1 tel qu’il est reproduit ci-dessous :

VILLE DE LIEGE - ENSEIGNEMENT SECONDARE ET SUPERIEUR DE TYPE COURT DE PROMOTION SOCIALE

Règlement d’ordre intérieur de l’enseignement de régime 1

L’emploi des noms masculins est épicène en vue d’assurer la lisibilité du texte.
1. ADMISSION

1.1. Notion d'étudiant régulier

On entend par étudiant régulier celui qui :
- répond aux conditions d'admission prévues dans les décrets, arrêtés et circulaires d'exécution;
- a fourni toutes les pièces requises pour la constitution de son dossier;
- s'est acquitté des droits d'inscription dans les délais prescrits;
- suit avec assiduité, sauf s'il en est dispensé, toutes les activités d'enseignement de la ou des formation(s) dans laquelle (lesquelles) il est inscrit.

En outre, pour répondre à la notion de régularité, l'étudiant doit, sauf circonstances exceptionnelles, être inscrit à la date du premier dixième de fonctionnement de l'unité de la formation ou de la section.

Dispositions particulières à l'enseignement supérieur :

Des conditions d'âge sont imposées aux étudiants qui entreprennent ces études :
1. enseignement supérieur du premier cycle :
   A.- BACHELIER PROFESSIONNALISANT :
   Le grade ne pourra être délivré qu'aux étudiants ayant atteint l'âge de 23 ans.
   B.- SECTIONS COMPLEMENTAIRES D’ABSTRACTION :
   Le titre ne pourra être délivré qu'aux étudiants ayant atteint l'âge de 24 ans.
   C.- SECTIONS SANCTIONNEES PAR LE BREVET DE L’ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (BES) :
   Le grade ne pourra être délivré qu'aux étudiants ayant atteint l'âge de 22 ans.
2. enseignement supérieur du deuxième cycle :
   - SECTIONS CONDUISANT AU GRADE DE MASTER :
   Le grade ne pourra être délivré qu'aux étudiants ayant atteint l'âge de 26 ans.

Le Conseil des études peut accorder une dérogation aux conditions d'âges précitées pour le candidat qui, au début du cursus, possède le statut de travailleur à 1/3 temps au moins.

L'étudiant qui ne bénéficie pas d'une dérogation au critère d'âge précité ne peut pas être inscrit à plus de 36 crédits par année académique avant l'âge de 20 ans dans le bachelier professionnalisant ou dans la section complémentaire d'abstraction.

1.2. Paiement d'un droit spécifique pour les étudiants étrangers hors Union européenne

Hormis les cas de dispense prévus par les dispositions réglementaires, les étudiants étrangers hors Union européenne sont légalement redevables d'un droit d'inscription spécifique et tenus d'en acquitter le paiement dans les délais prévus.

1.3. Inscriptions

L'inscription ne peut s'effectuer que si l'étudiant répond aux conditions légales d'admission et de passage. Toute inscription reste provisoire tant que les documents exigés ne sont pas parvenus à l'école.

Aucun droit d'inscription ne sera remboursé après la date du premier dixième de fonctionnement de l'unité de formation.
La délibération du Conseil communal du 24 mars 2003 autorise les chefs d’établissement d’enseignement de Promotion sociale à percevoir un droit d’inscription complémentaire.

1.4. Admission

Le Conseil des études (cf. point 2) admet l’étudiant comme étudiant régulier au niveau de l’unité de formation.

Il prend sa décision sur base de la présentation par l’étudiant du ou des titres mentionnés au dossier pédagogique de l’unité de formation comme tenant lieu de capacités préalables requises.

Si l’étudiant ne satisfait pas à ces conditions préalables requises, le Conseil des études prend sa décision sur base :
- de la présentation d’un ou plusieurs titres autres que ceux prévus ci-avant ;
- de la présentation de documents délivrés par les centres ou organismes de formation reconnus, dûment vérifiés ;
- de la présentation de documents justifiant d’une expérience professionnelle ou d’éléments de formation personnelle ;
- du résultat d’épreuve(s) ou de test(s) vérifiant les capacités préalables requises ;
- soit d’une combinaison des procédures décrites ci-dessus.

Le Conseil des études peut, sur décision motivée, autoriser la réinscription d’un étudiant qui possède l’attestation de réussite d’une unité de formation.

1.5. Dispenses

Le Conseil des études peut dispenser un étudiant à la demande de celui-ci, d’une partie des activités d’enseignement d’une unité de formation, dans la mesure où il a suivi avec succès des activités d’enseignement couvrant des capacités au moins équivalentes et qu’il en fournit la preuve. Le Conseil des études peut également dispenser un étudiant s’il présente un document justifiant d’éléments de formation par des organismes reconnus ou d’éléments de formation personnelle.

Le Conseil des études peut vérifier les capacités acquises par une épreuve d’évaluation.

2. COMPOSITION DES CONSEILS DES ÉTUDES

2.1. Unité de Formation (UF)

Disposition particulière à l’enseignement secondaire : Le Conseil des études comprend au moins un membre du personnel directeur de l’établissement et les professeurs et experts chargés des activités d’enseignement de l’U.F.

Le directeur de l’établissement ou son délégué, membre du personnel directeur, préside le Conseil des études.

2.2. Sanction d’une unité de formation « Epreuve intégrée »

Le Conseil des études comprend au moins un membre du personnel directeur de l’établissement ou un délégué de la direction, les membres du personnel enseignant chargés du groupe d’étudiants concernés et une ou plusieurs personnes étrangères à l’établissement.

2.3. Sanction d’une section

Le Conseil des études comprend au moins un membre du personnel directeur de l’établissement, un professeur ou expert de chaque unité de formation déterminante de la section, et le chargé de cours de l’épreuve intégrée.

En outre, il est élargi à des membres étrangers à l’établissement. Ceux-ci sont choisis, sur avis du Conseil des études, par le pouvoir organisateur ou son délégué en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de l’épreuve intégrée.

2.4. Proportion des membres étrangers à l’établissement

Disposition particulière à l’enseignement secondaire : lorsque le Conseil des études est élargi à des membres étrangers à l’établissement, il se compose au minimum d’un tiers et au maximum de la moitié de membres étrangers à l’établissement. Dans le cas où le total des membres du personnel enseignant et directeur dépasse six unités, le nombre de membres étrangers à l’établissement peut être limité à trois.

Disposition particulière à l’enseignement supérieur : lorsque le Conseil des études est élargi à des membres étrangers, il comprend au minimum un membre étranger et au maximum la moitié des membres étrangers à l’établissement.

2.5. Délibérations des Conseils des études élargis

Disposition particulière à l’enseignement secondaire : le directeur de l’établissement ou son délégué, membre du personnel directeur, préside le Conseil des études élargi. Tous les membres du Conseil des études élargi ont voix délibérative.

Disposition particulière à l’enseignement supérieur : le directeur de l’établissement ou son délégué, préside le Conseil des études élargi. Tous les membres du Conseil des études élargi ont voix délibérative.

3. MODALITES D’EVALUATION

3.1. L’évaluation continue

Elle comporte :
- les résultats des évaluations écrites ou orales,
- les travaux faits en classe ou à domicile,
- les évaluations du travail journalier, y compris de la participation et de l’assiduité des étudiants.
Le Conseil des études délibère en tenant compte des éléments d'évaluation formative et continue, complétés par des résultats d'épreuves lorsqu'elles sont organisées. Dans ce cas, l'évaluation continue intervient pour 60 % dans le calcul du résultat final. Eventuellement, la délibération du Conseil des études peut, après vérification, tenir compte de documents délivrés par des organismes de formation reconnus, ou d'acquis professionnels ou encore d'éléments de formation personnelle.

3.2. Sanction d'une unité de formation autre que les unités « Didactique », « Stage » et « Epreuve intégrée »

L'attestation de réussite d'une unité de formation est accordée à l'étudiant qui prouve sa maîtrise suffisante des capacités terminales précisées au dossier pédagogique de cette unité.

Le Conseil des études décide de la réussite de l'étudiant en tenant compte du niveau d'acquisition de l'ensemble des connaissances et/ou des savoir-faire et/ou des savoir-être correspondant aux capacités terminales de l'unité et non de chacune des activités d'enseignement qui la composent. L'étudiant ayant obtenu 50% pour chaque activité d'enseignement obtient l'attestation de réussite. Le Conseil des études peut accorder l'attestation de réussite à un étudiant qui n'aurait pas satisfait à certaines activités d'enseignement. Dans les autres cas, le Conseil des études délibère. Il peut décider de délivrer l'attestation de réussite, d'ajourner ou de refuser l'étudiant. En cas d'ajournement, le Conseil des études fixe la date et les matières faisant l'objet de l'épreuve à présenter par l'étudiant.

L'attestation mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 50%. Celui-ci a pour but d'indiquer le degré de maîtrise terminale, notamment s'il y a capitalisation.
Le degré de réussite résulte de l'évaluation continue complétée par l'évaluation finale de chaque activité d'enseignement.
Les points attribués aux branches d'une unité de formation sont proportionnels au nombre de périodes de cours.
Le degré de réussite de la deuxième session résulte de l'épreuve de cette deuxième session complétée éventuellement par l'évaluation continue de l'année.

3.3. Sanction d'une unité de formation de pratique professionnelle ou de stage

Le Conseil des études peut prévoir pour les unités de formation dont l'horaire est constitué de périodes d'immersion dans le milieu professionnel, une pondération qui ne soit pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum. Cette disposition particulière est obligatoirement communiquée aux étudiants.
Le Conseil des études peut également décider qu'il n'y a pas de deuxième session organisée pour les activités de pratique professionnelle ou de stage. Cette disposition est communiquée aux étudiants.

3.4. Sanction de l'unité de formation « Epreuve intégrée »

L'épreuve intégrée a un caractère global qui peut prendre la forme :
- d'un travail de synthèse;
- d'une mise en situation;
- d'un projet;
- d'une monographie ou d'une réalisation pratique commentée.
Cette épreuve a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous forme de synthèse, les capacités couvertes par les unités déterminantes mentionnées au dossier pédagogique.
Le choix du sujet de l'épreuve intégrée et le schéma de son contenu proposés par l'étudiant seront entérinés par le Conseil des études, celui-ci fixe les modalités de déroulement de l'épreuve.

L'épreuve intégrée est présentée devant le Conseil des études, élargi à des membres étrangers à l'établissement.

Elle ne comporte pas d'interrogations systématiques sur la connaissance des matières enseignées dans chaque unité déterminante mais bien sur les fondements théoriques du contenu de l'épreuve intégrée. Lorsque certaines unités de formation déterminantes comprennent de la pratique professionnelle ou du laboratoire, l'étudiant sera soumis à des questions et/ou à des exercices portant sur ces activités.

L'attestation mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 60%.

Lorsqu'un étudiant ne réussit pas l'épreuve intégrée, il peut la représenter dans un délai ne dépassant pas 3 ans. Nul ne peut présenter plus de quatre fois l'épreuve intégrée d'une même section.

3.5. Sanction d'une section

- Une section ne comportant pas d'unité de formation « Épreuve intégrée » est réussie à partir de 50%. Le pourcentage final est calculé à partir du pourcentage obtenu dans chacune des unités déterminantes.

- Pour les sections comportant l'unité de formation « Épreuve intégrée », celle-ci intervient pour 1/3 des points et les unités déterminantes pour 2/3 des points.

En outre, pour ce calcul, chaque unité de formation déterminante intervient proportionnellement au nombre de périodes qui lui est attribué dans l'horaire.

Par dérogation, pour les unités de formation dont l'horaire est constitué de périodes de stage, le Conseil des études peut décider une pondération qui ne soit pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum. Cette disposition particulière est communiquée aux étudiants.

- Les certificats délivrés à l'issue d'une section de l'enseignement secondaire portent l'une des mentions suivantes : fruit, satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement 50, 60, 70, 80, 90 %.

- Les diplômes délivrés à l'issue d'une section de l'enseignement supérieur portent l'une des mentions suivantes : satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement 60, 70, 80, 90 %.

4. ORGANISATION DES SESSIONS

Deux sessions sont organisées pour chaque unité de formation. Lorsque, par exception, il n'y a pas de seconde session, par exemple pour les activités de stage ou de pratique professionnelle, cette disposition particulière est communiquée aux étudiants.
Est autorisé à participer aux examens, l'étudiant qui réunit les conditions suivantes :
- avoir satisfait aux conditions prescrites pour être inscrit dans l'unité de formation ou dans la section ;
- répondre aux critères qui assurent la qualité d'étudiant régulier ;
- dans l'enseignement secondaire avoir au moins 60% de présences.

L'absence injustifiée à un examen est considérée comme un abandon. Les motifs d'absence sont appréciés par le Conseil des études sur base de preuves matérielles.

En cas d'ajournement, le Conseil des études est responsable de l'organisation de la deuxième session. Il en fixe la date et les modalités pratiques.

Les étudiants qui n'ont pas pu participer à une première session pour des motifs jugés valables par le Conseil des études sont autorisés à se présenter à la deuxième session. Les dates et les modalités d'organisation des examens de deuxième session seront affichées au tableau d'avis au plus tard dans les huit jours après la clôture de la délibération de la première session.
L'étudiant qui échoue en deuxième session est refusé.

**5. LES DELIBERATIONS**

Pour délibérer, deux tiers au moins des membres du Conseil des études doivent être présents.

Le Conseil des études prend ses décisions sur la base d'un consensus. Si celui-ci n'est pas acquis, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité de voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Président du Conseil des études clôt la délibération lorsqu'une décision a été prise pour tous les étudiants. Les décisions sont susceptibles d'être modifiées aussi longtemps que la délibération n'est pas clôturée.

Après les délibérations, les épreuves et les tests d'un étudiant peuvent être consultés par celui-ci au secrétariat de l'établissement.

Les décisions motivées peuvent être consultées par les étudiants concernés au secrétariat de l'établissement 48 heures après la réunion du Conseil des études qui a délibéré.

Les délibérations du Conseil des études sont secrètes. Les décisions sont actées dans le procès verbal de délibération.

**6. RECOUS**

Le chef d'établissement concerné peut organiser une médiation dès la notification des résultats.
Tout étudiant a le droit d’introduire un recours écrit contre les décisions de refus prises à son égard par le Conseil des études réuni dans le cadre d’une unité de formation « épreuve intégrée » ou d’une unité de formation déterminante organisée dans le cadre d’une section. À peine d’irrecevabilité, ce recours doit mentionner les irrégularités précises qui le motivent.

L’introduction d’un recours interne ne peut se faire que sur la base d’une plainte écrite adressée par pli recommandé au chef d’établissement ou réceptionné par celui-ci contre accusé de réception. Cette plainte doit être déposée au plus tard le 4e jour calendrier qui suit la publication des résultats. S’il échec, le chef d’établissement réunit à nouveau le Conseil des études ou le jury ; ces derniers peuvent prendre une décision valablement s’ils sont composés du président et de deux membres au moins du Conseil des études ou du jury quand ils comprennent plus de deux membres. Toute nouvelle décision ne pourra être prise que par le Conseil des études ou par le jury.

Cette procédure de recours interne ne peut excéder les sept jours calendrier hors congés scolaires qui suivent la publication des résultats, en ce compris l’envoi à l’étudiant, par le chef d’établissement, au moyen d’un pli recommandé, de la motivation du refus à la base du recours et de la décision motivée prise suite au recours interne. L’étudiant qui conteste ladite décision introduit un recours externe par pli recommandé à l’Administration de la Communauté française, avec copie au chef d’établissement. L’Administration transmet immédiatement le recours au Président de la Commission de recours. Ce recours est obligatoirement introduit dans les sept jours calendrier hors congés scolaires qui suivent l’envoi de la décision relative au recours interne. Doivent être jointes à ce recours, la motivation du refus et la décision prise à la suite du recours interne.

7. REGLES DE PRESENTATION DES EPREUVES ORALES

Pour chaque étudiant interrogé oralement, le compte-rendu de l’examen comprendra :
- les principales questions posées lors de l’épreuve;
- l’identification de l’étudiant à qui elles ont été posées.

8. VALIDITE DES MOTIFS D’ABSENCE

Pour la fréquentation des cours et lors d’une évaluation, les motifs d’absence sont validés par les documents suivants :
- certificat médical;
- attestation de l’employeur justifiant l’absence, une attestation d’une instance administrative ou judiciaire.

9. POSTE DE TRAVAIL, NOMBRE D’ETUDIANTS PAR CLASSE

Le nombre d’étudiants par classe, par poste de travail de pratique professionnelle, de laboratoire ou par groupe d’activités didactiques ne peut pas être invoqué comme un non-respect du fonctionnement de la formation ni pour mettre en cause une décision de sanction des études.
De même, la défaillance occasionnelle d'un poste de travail ne peut être invoquée comme un non-respect du fonctionnement de la formation ni pour mettre en cause une décision de sanction des études.

10. STAGES

Les stages ne sont pas rémunérés.

La direction fixe les dates et la plage horaire des stages. Les stages ne peuvent pas se dérouler pendant les autres heures de cours.

L'étudiant en stage doit respecter le règlement de travail ou le règlement d'ordre intérieur de l'établissement qui l'accueille.

11. DISCIPLINE

11.1 Règles générales

11.1.1 Respect mutuel et de soi

Les règles d'hygiène corporelle doivent être respectées et la tenue vestimentaire doit être correcte.
L'état d'ébriété est interdit au sein de l'établissement.
Toute manifestation d'intolérance ou de provocation à l'égard des croyances ou convictions d'autrui est interdite.
En particulier, toute action ou attitude raciste, sexistes ou xénophobe sera sanctionnée.
Tous les membres de la communauté scolaire se doivent le respect à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école. Les échanges de propos se font dans le respect de l'autre.
Il est interdit d'apporter à l'école tout objet dangereux ou de nature à perturber les cours.
Sauf autorisation spécifique préalable, tout commerce est interdit à l'intérieur de l'établissement.

11.1.2 Respect des lieux et du matériel

L'étudiant respecte le matériel mis à sa disposition par l'école.
Il veille au maintien de la qualité et de la propreté de l'environnement.
Il est interdit de fumer dans l'enceinte de l'établissement scolaire.

11.1.3 La ponctualité

Les horaires doivent être scrupuleusement respectés. En cas de retards répétés, le professeur peut refuser à l'étudiant l'accès à son cours.

11.1.4 Présence dans le bâtiment

Aucune personne étrangère à l'établissement ne peut y circuler sans l'accord de la direction ou de son délégué.
11.1.5 Pratique professionnelle

Chaque métier a ses exigences en matière d’hygiène, de sécurité et de présentation : l’étudiant les adopte dès le début de son apprentissage. Les instructions sont données par les professeurs titulaires de ces cours.
Les règlements d’atelier et de laboratoire sont de stricte application.
Pendant les stages, des règles particulières peuvent être arrêtées, par chaque établissement, en vue d’assurer l’adéquation entre la tenue vestimentaire et les exigences du métier.
Le port de tout signe spécifique de convictions religieuses, philosophiques ou politiques est interdit lors des stages.

11.2 Les mesures d’ordre intérieur :

11.2.1 La réprimande

11.2.2 L’éloignement temporaire d’un cours
L’éloignement d’un cours peut être décidé par l’enseignant chargé du cours concerné.
La mesure d’éloignement est limitée à la leçon en cours.
La direction en sera informée par écrit.

11.2.3 L’avertissement
L’avertissement constitue un rappel à l’ordre sévère adressé à l’étudiant majeur ou aux parents ou à la personne responsable de l’étudiant mineur par le chef d’établissement.
L’avertissement fait l’objet d’un courrier officiel.

11.3 La mise sous contrat

A la demande du Conseil des études, un étudiant peut être mis sous contrat. L’étudiant majeur, les parents ou la personne responsable de l’étudiant mineur sont convoqués par la direction afin de faire le point sur la situation de l’étudiant et convenir du contrat à signer par les différentes parties.

11.4 L’exclusion

11.4.1 Exclusion provisoire

1) Objet
Elle peut être appliquée:
1° lorsque la gravité des faits reprochés à l’étudiant est telle que son application immédiate se justifie;
2° lorsque l’application des mesures d’ordre intérieur se révèle sans effet et que l’étudiant, par ses comportements répétés, est source manifeste de désordre, de troubles, de dangers pour lui-même, pour ses condisciples, pour la communauté éducative ou le renom de l’établissement.
2) Types d’exclusions provisoires

1° L’exclusion d’un ou plusieurs cours
- Le chef d’établissement (ou son délégué) peut décider d’exclure un étudiant d’un ou de plusieurs cours sur avis du Conseil des études.
- La décision précise le moment et la durée de la sanction, laquelle ne peut dépasser un maximum de 10 jours ou de 10 séances de formation.
- La mesure d’exclusion ne peut être exécutée qu’après information écrite préalable adressée à l’étudiant majeur ou aux parents ou à la personne responsable de l’étudiant mineur par courrier ordinaire.
Outre les motifs, la notification précise le moment et la durée de la sanction, les jours et heures, la nature des cours en cause.

2° L’exclusion de tous les cours
- Le chef d’établissement (ou son délégué) peut décider d’exclure un étudiant de tous les cours sur avis conforme du Conseil des études pour une période de 1 à 10 jours maximum.
- La décision précise le moment et la durée de la sanction.
- La mesure d’exclusion ne peut être exécutée qu’après information écrite adressée à l’étudiant majeur ou aux parents ou à la personne responsable de l’étudiant mineur, par courrier ordinaire.
Outre les motifs, la notification précise le moment et la durée de la sanction, les jours concernés.

Si la gravité des faits le justifie, le chef d’établissement peut entamer une procédure d’exclusion définitive sans autre mesure préalable.

11.4.2 Exclusion définitive

1) Objet
L’étudiant ne peut être exclu définitivement que si les faits dont il est l’auteur :
- portent atteinte à l’intégrité physique, psychologique ou morale d’un membre du personnel ou d’un étudiant ;
- compromettent gravement l’organisation ou la bonne marche de l’établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave ;

Sont notamment considérés comme faits portant atteinte à l’intégrité physique, psychologique ou morale d’un membre du personnel ou d’un étudiant ou compromettant l’organisation ou la bonne marche d’un établissement scolaire justifiant l’exclusion définitive :

1° tout coup ou blessure volontaire porté par un étudiant à un autre étudiant ou à un membre du personnel dans l’enceinte de l’établissement ou aux abords de celui-ci ;
2° tout coup ou blessure porté sciemment par un étudiant à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services d’inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l’enceinte de l’établissement ou hors de celle-ci ;
3° tout coup et blessure porté sciemment par un étudiant à une personne autorisée à pénétrer à l’intérieur de l’établissement lorsqu’il est porté dans l’enceinte de l’établissement ;
4° l’introduction ou la détention par un étudiant à l’intérieur d’un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de quelque arme que ce soit, sous quelque catégorie que ce soit, visé à l’article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce de munitions ;

5° l’introduction ou la détention par un étudiant à l’intérieur d’un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances inflammables, explosives ou lacrymogènes, sauf dans le cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci ;

6° toute manipulation hors de son usage didactique d’un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures ;

7° l’introduction ou la détention par un étudiant à l’intérieur d’un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement scolaire de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant sans raison légitime ;

8° l’introduction ou la détention par un étudiant à l’intérieur d’un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances visées à l’article 1° de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l’usage, le commerce et le stockage de ces substances ;

9° l’extorsion, à l’aide de violences ou de menaces, de fonds, valeurs, objets, promesses d’un membre du personnel ou d’un autre étudiant dans l’enceinte de l’établissement ou hors de celle-ci ;

10° l’exercice délibéré et répété sur un autre étudiant ou un membre du personnel d’une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou menaces ;

11° toute dégradation causée délibérément aux biens personnels d’un étudiant ou d’un membre du personnel.

2) Modalités :

1° La décision

a) Exclusion définitive d’un établissement : la décision est prise par le chef d’établissement.


2° La procédure

a) le chef d’établissement :

1. convoque l’étudiant mineur, les parents ou la personne responsable de l’étudiant mineur à l’école par lettre recommandée avec accusé de réception en leur communiquant qu’une procédure d’exclusion définitive est entamée,

2. reçoit l’étudiant mineur, les parents ou la personne responsable de l’étudiant mineur, leur expose les faits et les entend ; il dresse un procès-verbal de l’audition. Cette audition a lieu au plus tôt le 4° jour ouvrable qui suit la notification. Si l’étudiant mineur, les parents ou la personne responsable de l’étudiant mineur ne se présentent pas, un procès-verbal de carence est établi et la procédure se poursuit,

3. prend l’avis du Conseil des études,

4. prononce l’exclusion s’il y a lieu,
5. si l'exclusion a été prononcée, informe l’étudiant majeur, les parents ou la personne responsable de l'étudiant mineur par lettre recommandée avec accusé de réception.

b) Si la gravité des faits le justifie, le chef d'établissement peut écarter provisoirement l'étudiant de l'établissement pendant la durée de la procédure d'exclusion définitive,

c) Lorsque la mesure est de la compétence du Collège communal, le chef d'établissement de l'étudiant en cause transmet le dossier.

3° Les droits de la défense
En cas de procédure d'exclusion définitive telle que définie au 2°, les droits de la défense de l'étudiant sont assurés de la manière suivante :
- l'étudiant majeur concerné, les parents ou la personne responsable de l'étudiant mineur sont avertis de l'ouverture d'une procédure d'exclusion définitive par un courrier recommandé qui leur indique les faits reprochés ;
- l'étudiant majeur concerné, les parents ou la personne responsable de l'étudiant mineur sont convoqués par le chef d'établissement pour faire valoir leur défense en fait et droit. Ils peuvent être accompagnés de leur conseil.
- l'étudiant majeur concerné, les parents ou la personne responsable de l'étudiant mineur et/ou leur conseil peuvent consulter sur place et sans déplacement le dossier disciplinaire à charge de l’étudiant.

4° L'avis du Conseil des études
- Le chef d'établissement concerné ou le Collège communal prennent respectivement la décision d’exclusion définitive au vu du procès-verbal d’audition et des avis consultatifs rendus par le Conseil des études.
- En cas de constitution d’un dossier d’exclusion définitive, le chef d’établissement concerné saisit au plus tôt le Conseil des études.
- Il l’invite à émettre un avis circonstancié sur la mesure envisagée dans les huit jours de la réception de sa demande. Les avis du Conseil des études sont consultatifs.

5° Le recours
- lorsque le chef d’établissement a prononcé une exclusion, une procédure de recours peut être engagée par l’étudiant majeur concerné, les parents ou la personne responsable de l’étudiant mineur,
- un recours peut être introduit, par lettre recommandée, auprès du Collège communal, dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de l’exclusion définitive de l’établissement,
- l’introduction du recours n’est pas suspensive de la décision d’exclusion.

12. LES DISPOSITIONS GENERALES ET PUBLICITE

L’inscription dans un établissement d’enseignement de Promotion sociale de la Ville de Liège implique l’acceptation du présent règlement d’ordre intérieur ainsi que l’adhésion au Projet éducatif de la Ville de Liège.

Les étudiants s’engagent à respecter ce règlement dans sa totalité.
Des modalités pratiques de mise en application du présent règlement d'ordre intérieur peuvent être arrêtées dans les différents établissements, suivant leur spécificité.

Le règlement d'ordre intérieur est porté à la connaissance des étudiants par voie d'affichage et par communication du texte dudit règlement à l'étudiant qui en fait la demande.

La présente décision a été prise en séance publique. Elle a recueilli — voix pour, voix contre, abstention(s). La présente décision a recueilli l'unanimité des suffrages.

PAR LE CONSEIL

Le Secrétaire communal,

Philippes ROUSSELLE

Le Bourgmestre,

Willy DEMEYER